

BURUNDI-MESSAGES CLES

En s'inscrivant dans la dynamique mondiale d'adoption et d'appropriation de l'agenda 2030, le Burundi s'est engagé à intégrer les Objectifs du Développement Durable (ODD) dans son Plan National de Développement du Burundi (PND Burundi 2018-2027), dans les stratégies sectorielles et dans les Plans communaux de développement Communautaire (PCDC).

Sur le Plan opérationnel, le Burundi a procédé à la contextualisation des ODD en suivant une approche participative et inclusive impliquant toutes les parties prenantes. Ce processus a conduit à la priorisation d'un ensemble de 49 cibles et 101 indicateurs nationaux que le Burundi s'est engagé à atteindre et à suivre.

A travers la mise en œuvre des ODD et du PNB Burundi 2018-2027, il s'est engagé à transformer structurellement l'économie, pour une croissance forte, durable, résiliente, inclusive, créatrice d'emplois décents pour tous et induisant l'amélioration du bien-être social pour une nation solidaire, démocratique et prospère.

Le Burundi reste confronté à plusieurs défis, mais résolu à réduire, notamment la pauvreté et éliminer la faim à travers des politiques et des stratégies sectorielles portant sur des investissements publics structurants. D'autres défis à lever sont entre autres i) la disponibilité des données pertinentes, globales et désagrégées constamment actualisées pour refléter les réalités du moment, ii) la mobilisation des financements internes et externes, et iii) l'adaptation aux changements climatiques et respect des normes environnementales internationales.

Au niveau de la protection sociale, le Burundi compte aujourd'hui à son actif d'importantes réalisations salutaires comme i) la mise en œuvre du Projet « Filets Sociaux » qui vise à fournir des transferts monétaires pour des ménages pauvres et ii) la création d'un Fonds d'Appui à la Protection sociale pour le financement de ces programmes.

En matière de la santé le Gouvernement a fait l'accès des populations, notamment celles les plus vulnérables, aux soins de santé, une priorité. Dans cette perspective, la mise en œuvre de la Politique Nationale de la santé d'une population projetée à 90 % vivant à moins de 5 km d'un centre de santé, en est un exemple éloquent. En outre, la gratuite ciblée des actes médicaux pour les femmes enceintes et les enfants de 0-5 ans est aujourd'hui une réalité.

Quant à l'éducation, la politique volontariste de l'Etat consistant à envoyer à l'école tous les enfants en âge de scolarité a permis d'atteindre la presque parité au niveau de l'école

fondamentale et un taux brut de scolarisation de 111 % en 2019. L'augmentation de la part de ce secteur dans les dépenses budgétaires courantes passée de 34 % en 2016 à 36 % en 2020 est un signe manifeste de l'importance y accordée, qui s'est traduit par le renforcement du système éducatif et de l'offre d'éducation formelle.

S'agissant de l'autonomisation des femmes et des filles, en vue de contribuer à l'éradication de la pauvreté, il a été mis en place un Fonds de garantie pour leur faciliter l'accès aux crédits en vue de leur autonomisation économique.

Concernant la couverture en eau potable, le Gouvernement a accompli des avancées significatives, en témoigne le taux de desserte passée de 75 % en 2010 à 83 % en 2019 en milieu urbain et, de 60% à 63 % en 2019 au cours de la même période.

Pour faire face aux changements climatiques, le Gouvernement entend renforcer la résilience, créer des opportunités d'investissements résilients au climat et faire de l'économie verte une source de création d'emplois décents à travers la mise en œuvre de la stratégie nationale de gestion des risques des catastrophes. Dans la phase de reconstruction et des urgences, le projet Gestion communautaire des risques de catastrophes liées aux changements climatiques et en cours de réalisation.

Tout en réitérant son engagement en faveur des ODD, le Gouvernement va s'atteler à mettre en œuvre les grandes actions et recommandations formulées à travers la feuille de route d'accélération des ODD et continuer à prendre des dispositions pour poursuivre leur contextualisation dans les différents plans sectoriels et locaux.